

Lea Ferrari, coordinatrice Souveraineté alimentaire Tessin

Je viens de la vallée de Blenio, au Tessin, où les paysans constituent toujours une partie importante de la population, souvent des éleveurs qui vendent le fruit de leur travail à un prix inférieur à celui des coûts. Dans les vallées alpines les faibles revenus liés aux coûts d'investissement élevés ont amené plusieurs entreprises à s'endetter. L'agriculture alpine est confrontée à la fragmentation des terres, aux temps partiels, au vieillissement des agriculteurs et à la composition des familles modernes. Nous assistons à l'abandon et au reboisement de nombreuses zones alpines, autrefois des pâturages et des prairies, et certaines politiques fédérales à courte vue ont joué un rôle dans la richesse du paysage suisse.

L'agriculture alpine, cependant, est également faite de passion et d'engagement pour gérer les parcelles dispersées sur les montagnes, pour garder la ferme à côté d'autres travaux, pour continuer à produire de la nourriture de manière traditionnelle.

L'initiative pour la souveraineté alimentaire aura des effets importants et concrets pour enrayer les phénomènes mentionnés, ramenant l'équilibre à un secteur qui a subi de nombreux changements et indiquant une voie durable pour le producteur et le consommateur. Nous devons reformuler les priorités de l'agriculture suisse, qui est particulière et différente de celle de l'Europe et du monde. Nous devons nous rappeler que chaque territoire a une valeur, que les produits de chaque région ont de la valeur et que le travail des agriculteurs est d'une grande valeur. Valeur qui n'est pas payée correctement. L'identité de notre pays est également maintenue dans les échanges typiques de la ruralité, tels que celui des semences, dont l'accès doit être libre et pour tous, contre les mécanismes des organismes génétiquement modifiés (OGM), où Monsanto dispose de 90% des semences transgéniques. Nous devons opposer des concentrations de pouvoir similaires à la production agricole, pas seulement une marchandise, mais la subsistance des êtres humains.

En plaçant la souveraineté alimentaire dans la constitution, tous les niveaux politiques ne peuvent rester indifférents à des projets tels que la laiterie d'une vallée alpine, la présence décentralisée des centres de recherche Agroscope, les différentes formes d'organisation entre consommateurs et producteurs. En outre, la revitalisation du secteur primaire grâce à la souveraineté alimentaire a certainement une influence sur le tourisme et l'induction économique de régions entières.

Avec un oui, le 23 septembre, une orientation claire est donnée à l'agriculture suisse vers un développement économique homogène sans concurrence entre les régions de montagne et de plaine, où l'agriculteur peut retrouver sa dignité d'acteur essentiel de l'économie, au même niveau du transformateur et du distributeur.

Pour toutes ces raisons, soutenir l'initiative pour la souveraineté alimentaire signifie donner une chance commerciale à la production locale des régions suburbaines, où il existe des recettes et des pratiques traditionnelles, les saveurs et l'authenticité caractéristiques qui peuvent constituer une alimentation saine pour la population suisse.